

Édito :

AU FIL DE LA PRESSE

Dans un article de Caroline COQ-CHODORGE diffusé par Médiapart le 17 avril on peut lire :

« Le service de radiologie du centre hospitalier de FEURS est en très mauvaise posture : il n’y a plus qu’une seule radiologue en poste, et qui approche de la retraite. À Feurs, au centre privé de radiologie travaillent en revanche 15 radiologues, qui pratiquent presque tous des dépassements d’honoraires. »

Un tel déséquilibre dans l’offre de soin ne saurait être le résultat d’un mouvement spontané. Il est la conséquence de choix dogmatiques de nos gouvernants au nom d’un objectif de réduction des dépenses de santé, constamment affiché mais jamais atteint parce que les économies imposées à l’hôpital public, instrument de son démantèlement, sont chaque année plus que compensées par la progression des dépenses en médecine libérale.

Pourtant censés être les défenseurs de l’intérêt général, peu leur importe les conséquences délétères de ces choix pour leurs concitoyens : suppléments d’honoraires pour ceux qui peuvent se le permettre, impossibilités de soins pour les autres.

Le 20 avril dans un article de la cellule d’investigation de Radio France diffusé par France Bleu on peut lire :

« Le directeur du COSEM, un des leaders des centres de santé privés est visé par un signalement pour détournement de fonds publics. »

« Les représentants du CSE (comité social et économique), dans un signalement adressé au Parquet national financier (PNF) en début de semaine répertorient toute une liste de “malversations financières présumées” pouvant relever d’un “détournement de fonds publics”, de “prise illégale d’intérêts” et “d’abus de confiance”, selon leur avocat ».

Au sein du Cosem le constat est amer :

“Notre financement est en très grande partie assuré par les remboursements de la Sécurité sociale, mais aussi par des subventions dont bénéficient ce type de structures. Or là, on s’aperçoit que tout ce qui aurait pu être investi ou réinvesti l’a été dans de mauvaises mains, pour l’enrichissement d’une famille”,

Il l’est encore plus pour les citoyens, contribuables et usagers que nous sommes.

Pendant que le ministère de la Santé et les ARS contingentent de plus en plus sévèrement les crédits alloués aux hôpitaux publics, ils multiplient, en direction de structures privées, des délégations pour des missions que le service public, étranglé, n’est plus en mesure d’assurer.

Dans le même temps, l'argent public provenant de nos cotisations et de nos impôts est orienté vers ces structures et contribue sans contrepartie ni contrôle à leur enrichissement, alors que l'hôpital public, notre bien commun, s'étiole et s'appauvrit.

Dans notre République des Inégalités il est manifeste que des intérêts particuliers réussissent à passer avant l'intérêt général.

R. VACHON

Sommaire :

L'écho des comités : pages 2 et 3

Autres infos locales : pages 4 et 5

Dossiers : pages 6 et 7

- Les dérives de la privatisation
- Pilules abortives et accès à l'IVG
- La psychiatrie au péril du libéralisme autoritaire
- Les centres de santé en médecine générale

Culture et santé : page 7

L'écho des comités :

FEURS

L'hôpital public part à la découpe, le privé ramasse les morceaux.

[L'article](#)

DOLE

LE FILM « SOS HÔPITAL PUBLIC - Paroles de témoins » en tournée dans les communes du Jura

Ce film réalisé par le Comité de défense des Hôpitaux a été projeté le 15 mars à Dole. Il est désormais projeté dans les communes de tout le nord du Jura.

D'une durée de 49 minutes, il donne la parole à des personnels soignants (brancardier, infirmier/e, manipulateur radio, médecins), à des patients et à des membres du comité de défense. Leurs témoignages, ancrés dans la réalité, constituent le point de départ pour des échanges avec les habitants de la commune, sur les questions de santé et d'accès aux soins.

Au programme des trois prochaines semaines :

- FRASNE LES MEULIERES : MARDI 18 AVRIL à 20H00 au Caveau
- RAHON : JEUDI 27 AVRIL à 20H00 Salle polyvalente
- ARBOIS : VENDREDI 28 AVRIL à 20H00 Salle des associations- mairie
- AUMONT : MERCREDI 3 MAI à 18H30 Mairie
- GENDREY : JEUDI 4 MAI à 20H00 Salle des fêtes

Luçon

Pour un hôpital qui réponde aux besoins de la population.

Retrouvons-nous tous - Population, Personnels, Elus - Chaque Vendredi devant les Urgences de l'Hôpital de Luçon

L'accès aux soins pour tous et partout est un droit fondamental !

Prochain rendez-vous : VENDREDI 21 AVRIL 2023 18H

N'oubliez pas de signer et de partager la pétition : <https://chnq.it/9Db2vWpC>

MONTREUIL

Dans le cadre des opérations de communication du gouvernement F. Braun, ministre de la fermeture des urgences (!) et de la promotion de la médecine libérale a prévu de venir à Montreuil et d'ignorer l'hôpital public en souffrance.

Le comité appelle à rassemblement.

[l'appel](#)

BAGNERES DE BIGORRE

Situation tendue aux Urgences de Bagnères après la mise en application de la loi RIST. Fermées la nuit depuis septembre 2021, elles dépendent des urgences de Tarbes qui délèguent des urgentistes, gèrent le Smur et où il manque 10 ETP. Les plannings des mois d'avril et mai sont complets.

Attachée au maintien de ce service l'association Sauvons l'hôpital B2B exerce une vigilance de tous les instants.

SARLAT

Le comité lance une pétition pour obtenir la réouverture de la maternité fermée depuis le 30 mars.

[La pétition](#)

Autres infos locales

LANGON

Venu annoncer 40 millions d'euros pour l'hôpital du Sud-Gironde, le ministre de la santé est hué-par des manifestants qui dénoncent le manque de soignants et l'insuffisance des moyens de fonctionnement alloués aux hôpitaux.

[L'article de france3](#)

[L'article d'actu.fr/](#)

A l'occasion de cette visite les représentants CGT ont présenté au ministre un état des lieux et des attentes des personnels.

[La lettre](#)

VITTEL

Pour le maintien des urgences et du SMUR de Vittel H24 7j/7

Pour une offre de soin complète au centre hospitalier de l'Ouest Vosgien

[L'article](#)

SAINT-OMER

Le service de pédiatrie fermera pendant toute la durée du week-end pascal, faute de personnel médical.

[L'article](#) et ses prolongements

Saint-Hilaire-du-Harcouët

En raison du manque de médecins remplaçants volontaires dans le contexte d'encadrement des tarifs de l'intérim médical, le service d'urgences du centre hospitalier de Saint-Hilaire-du-Harcouët sera temporairement suspendu du mercredi 19 avril au mardi 25 avril

[L'article](#)

MONTBELIARD

L'ARS de Bourgogne Franche-Comté envisage le déménagement du pôle d'oncologie du Mittan à Montbéliard vers l'hôpital de Trévenans. Les élus sont vent debout contre ce projet et La Ligue contre le Cancer estime que les malades suivis sur le site du Mittan ont tout à perdre dans ce transfert.

[L'article](#)

Dossiers

La privatisation de la santé...sans contrôles ! mais avec des dérives ?

“Notre financement est en très grande partie assuré par les remboursements de la Sécurité sociale, mais aussi par des subventions dont bénéficient ce type de structures. Or là, on s'aperçoit que tout ce qui aurait pu être investi ou réinvesti l'a été dans de mauvaises mains, pour l'enrichissement d'une famille”

Selon les révélations de la cellule investigation de Radio France, le directeur du COSEM, un des leaders des centres de santé privés, est visé par un signalement pour “détournement de fonds publics”.

La CPAM de Paris a averti le Ministère de la santé, l'ARS Ile-de-France, l'URSSAF, et l'administration fiscale, services susceptibles d'être concernés par les faits décrits”.

[L'article](#)

Pilules abortives

La pénurie de pilules abortives constitue une nouvelle illustration de notre dépendance en matière de médicaments.

[L'article](#)

C'est aussi un nouvel obstacle pour l'accès à l'IVG auquel le ministre n'apporte pas de réponse.

[L'article](#)

Psychiatrie

La psychiatrie publique était jusqu'à présent une exception dans le système de santé français. Sous le nom de psychiatrie de secteur, elle mettait à la disposition des patientEs un système de soins public et gratuit, permettant d'assurer sur tout le territoire la prévention, l'accueil, les soins et le suivi des patientEs.

Et demain ?

[L'article](#)

Centres de santé en médecine générale

Cette possibilité de réponses aux déserts médicaux se développe en excluant les suppléments d'honoraires : Large tour d'horizon

[L'article](#)

Culture et santé

Dans notre société certaines situations justifieraient un rappel à la Loi

[Vigicode /](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>

	<p>COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité <i>(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)</i> Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025 Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146 Site : http://coordination-defense-sante.org/ Facebook https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93 Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02 Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landass@ sfr.fr Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87</p>
---	--